

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 MARS 1912.

Proposition de loi sur la dissolution des Conseils provinciaux.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Les graves dissentiments qui se sont manifestés au sujet de la politique du Gouvernement ont déterminé le Roi à dissoudre les Chambres. Le ministère ayant fort utilement été autorisé à porter cette résolution à la connaissance du pays plusieurs mois avant le moment où elle semblait pouvoir être appelée à recevoir son exécution, les préoccupations générales se sont portées sur la nécessité d'assurer la libre et complète manifestation de la volonté nationale.

Les Chambres sont saisies de projets importants ayant pour objet notamment la mise en rapport du nombre des Représentants et des Sénateurs avec l'augmentation de la population constatée par le recensement décennal ; l'adoption, pour les élections, d'une date qui tienne compte, autant que possible, des nécessités qui s'imposent à beaucoup de travailleurs ; le redressement d'urgence de celles des imperfections de nos lois électorales auxquelles il est encore possible d'apporter remède avant les prochains scrutins. Dans ce dernier ordre d'idées, nous avons déposé un projet de loi qui abaisse à 25 ans l'âge de 30 ans actuellement exigé des électeurs sénatoriaux et provinciaux.

Le présent projet a plus spécialement pour objet d'assurer le respect des articles 25, 55 et 71 de la Constitution et de maintenir, dans leur intégrité, à la fois le droit du Chef de l'État de dissoudre les Chambres et le droit du pays d'élire, dans la plénitude de sa souveraineté, les citoyens auxquels il entend conférer le pouvoir de diriger la politique nationale.

*
* *

Il s'agit de savoir si le Roi verra son arrêté de dissolution frappé d'impuissance et de paralysie en ce qui concerne les Sénateurs élus par les Conseils provinciaux.

Car, c'est là la prétention qui s'est affirmée !

Pour tous les autres candidats, en effet, ce sera le grand corps électoral du Suffrage universel qui prononcera.

Seuls, les sénateurs élus par les conseils provinciaux échapperaient à son contrôle. Car ces conseils provinciaux ne seraient pas dissous et ceux des conseillers qui ont été élus il y a quatre ans iraient comme les autres prendre part au scrutin pour la désignation des nouveaux élus sénatoriaux du Conseil !

Or, la dissolution a pour but de consulter le pays sur la situation politique actuelle. C'est pour permettre au pays d'aujourd'hui de faire entendre sa voix, son opinion d'aujourd'hui, que le roi intervient ! Et ce seraient des élus d'il y a quatre ans qui feraient la réponse !

Cela choque la raison et le sens commun !

Il y a quatre ans, il n'y avait pas de projet scolaire de Brocqueville ; il n'y avait pas même de projet Schollaert et l'on n'avait pas encore vu non plus l'opposition libérale et l'opinion socialiste obligées d'assumer pour elles-mêmes, contre la grande majorité de la majorité cléricale parlementaire, un premier essai de justice démocratique dans la constitution de l'armée et un premier effort de régénération de la défense du pays contre l'invasion !

Que d'autres aggravations de la politique cléricale sont venues surprendre l'opinion ! Que de voiles sont tombés !

Ce sont les hommes d'aujourd'hui qui doivent être interrogés sur leur opinion d'aujourd'hui et non sur ce qu'eux-mêmes ou d'autres ont pu penser autrefois.

On comprend malaisément que le contraire ait pu être imaginé !

On s'étonnera peut-être aussi que nous en soyons réduits, pour justifier un projet que le bon sens suffit à défendre, à aller puiser nos armes jusque dans l'arsenal de la Constitution !

Bien grosse artillerie, pensera-t-on, pour si humble sujet de querelle !

Il suffira, pour toute réponse, de rappeler les faits, ou plutôt de les faire connaître, car ils sont peu ou mal connus et, pour l'immense majorité de nos concitoyens, tout à fait insoupçonnés.

*
* *

Voici les faits :

C'est la Revision Constitutionnelle de 1893 qui a créé l'institution des Sénateurs provinciaux. Avant cela, la dissolution des Chambres ne donnait lieu à aucune difficulté.

On obéissait aux prescriptions de l'article 71 de la Constitution, dont voici le texte :

Le Roi a le droit de dissoudre les Chambres, soit simultanément, soit séparément. L'acte de dissolution contient convocation des électeurs dans les quarante jours, et des Chambres dans les deux mois.

On obéissait aussi à l'article 55 de la Constitution, conçu en ces termes :

Les Sénateurs sont élus pour huit ans ; ils sont renouvelés par moitié tous les quatre ans, d'après l'ordre des séries déterminé par la loi électorale.

En cas de dissolution, le Sénat est renouvelé intégralement.

Les Représentants et les Sénateurs, TOUS LES SÉNATEURS, étaient, lors des dissolutions, renvoyés devant le corps électoral. Le régime était clair et d'une simplicité qui défiait toute controverse.

Aussi n'en surgit-il aucune.

Mais voici venir la Revision constitutionnelle !

L'article 53 de la Constitution de 1831 édictait :

Les membres du Sénat sont élus, à raison de la population de chaque province, par les citoyens qui élisent les membres de la Chambre des Représentants.

La Revision de 1893 remplace cette disposition par la suivante :

Article 53. Le Sénat se compose :

1^o De membres élus, à raison de la population de chaque province, conformément à l'article 47 ; toutefois la loi peut exiger que les électeurs soient âgés de 30 ans accomplis. Les dispositions de l'article 48 sont applicables à l'élection de ces sénateurs ;

2^a De membres élus par les conseils provinciaux, au nombre de deux par province ayant moins de 500,000 habitants, de trois par province ayant de 500,000 à 1 million d'habitants et de quatre par province ayant plus d'un million d'habitants.

Aucune difficulté ne surgit lors de la première élection des sénateurs provinciaux qui suivit, en 1894, la dissolution des Chambres de la Revision de 1892-1893.

Les Conseils provinciaux, déclarés dissous par la loi du 29 juin 1894, avaient reçu des électeurs du suffrage universel une nouvelle investiture et ils avaient régulièrement élu 26 sénateurs provinciaux.

Les articles 71 et 53 de la Constitution avaient été observés comme auparavant.

Mais, en 1900, lors de la dissolution qui suivit l'adoption de la Représentation Proportionnelle pour les élections générales, tandis que les sénateurs censitaires étaient renvoyés devant les électeurs du Suffrage universel, on se contenta de faire élire ou réélire les sénateurs provinciaux par des conseils provinciaux qui, eux-mêmes, n'avaient pas été soumis à réélection.

Cette fois-ci, les articles 71 et 53 de la Constitution avaient été méconnus.

Le corps électoral avait bien été convoqué dans les 40 jours pour élire les sénateurs que la loi l'appelait à élire directement (art. 47 et 53 de la Constitution), mais il n'avait pas été convoqué du tout pour le renouvellement des conseils provinciaux, pour l'élection indirecte, pour l'élection à deux degrés instituée par le paragraphe 2 du nouvel article 53 de la Constitution.

Et c'étaient seulement les conseillers provinciaux, les électeurs du second degré, qui avaient été convoqués pour élire leurs sénateurs provinciaux.

Les électeurs du premier degré n'avaient donc pas été consultés.

Les pouvoirs d'élection sénatoriale qu'ils avaient conférés quatre ans auparavant à leurs délégués, les conseillers provinciaux, avaient cependant été révoqués par l'arrêté royal de dissolution, tout aussi bien que les pouvoirs qu'ils avaient directement confiés aux sénateurs censitaires. Il ne sub-

sistait rien de ces pouvoirs et il ne dépendait ni du gouvernement, ni même d'une loi de les ressusciter. Et les mandats des sénateurs provinciaux élus dans ces conditions étaient nuls, de par leur origine, de par le défaut de qualité de ceux qui les leur avaient conférés.

* * *

Comment cette nullité n'apparut-elle pas alors à tous les yeux ?

Il faut l'attribuer à une irrégularité du rapport présenté au Sénat par l'honorable M. Descamps, le 2 août 1895.

Il y avait eu, sur l'article 53 de la Constitution, deux rapports successifs de la Commission sénatoriale de Revision.

Le premier avait été présenté au Sénat par M. Descamps, en mai 1893. Il était demeuré sans suite. Et les propositions qu'il contenait ne furent jamais discutées par le Sénat, pour le motif que, reprises par des députés et portées d'abord devant la Chambre des Représentants, elles y avaient été repoussées, le 22 juin 1893, par 94 voix contre 39 et 2 abstentions. Le Sénat ne jugea pas devoir se saisir de leur examen.

Le second rapport, présenté le 2 août 1893, également par l'honorable M. Descamps, contenait et proposait le texte du nouvel article 53 de la Constitution qui avait été adopté d'abord par la Chambre.

A la suite de ce texte et de la mention de son adoption par la Commission, le rapporteur avait écrit l'observation suivante :

Il est entendu que, en cas de dissolution du Sénat, les Sénateurs élus par les Conseils provinciaux sont soumis à réélection, mais que les Conseils eux-mêmes ne doivent pas être dissous.

Or, cette observation était purement personnelle au rapporteur. Elle n'avait pas été soumise à un vote de la Commission, dont l'unique vote avait porté *sur le texte de l'article 53* qu'elle avait adopté par 10 oui contre 6 non et une abstention.

Et cette observation personnelle de M. Descamps n'a pas davantage fait l'objet d'un vote du Sénat !

* * *

Comment donc pourrait-on soutenir que l'observation de M. Descamps est devenue un article de loi, *un article de loi constitutionnelle* ?

C'est cependant ce qui a été affirmé plus tard, au Sénat, le 29 avril 1908, pour faire rejeter le projet de loi présenté, le 12 novembre 1907, par l'honorable sénateur de Bruxelles, M. Prosper Hanrez, projet qui portait, en même temps que sa signature, celles du regretté vice-président du Sénat, M. Emile Dupont et de MM. Armand Fléchet, Sam Wiener et Emile Delannoy. Le projet tendait à ce qu'en cas de dissolution du Sénat, les conseils provinciaux fussent également dissous.

M. Prosper Hanrez et ses collègues avaient été frappés de la confiscation des droits du corps électoral qui résultait de la prétention de ne pas lui per-

mettre, précisément dans la situation politique la plus grave, dans le cas de dissolution des Chambres, de choisir, à nouveau, les Conseillers provinciaux, électeurs au second degré, ses délégués ! Ils n'admettaient pas que les délégués élus quatre ans plus tôt, fussent appelés à élire le quart des membres du Sénat sans même avoir été mis en rapport avec le corps électoral, avec ces électeurs au premier degré, les vrais électeurs, ceux que devaient aller représenter au Sénat les nouveaux Sénateurs provinciaux !

Mais les auteurs du projet le défendirent vainement.

En vain aussi, M. Van de Walle et M. Emile De Mot ajoutèrent à leurs arguments des raisons décisives en faveur du projet de loi. Celui-ci ne fut combattu que par le rapporteur, M. Georges Vercruyse, et par l'ancien rapporteur revisionniste de 1893, M. Descamps, devenu cette fois, ministre des Sciences et des Arts.

Le Ministre de l'Intérieur ne prit pas part au débat.

Mais le projet de loi de M. Hanrez fut rejeté tout de même par 42 voix contre 50.

Les sénateurs qui l'avaient repoussé ne représentaient pas même la moitié des membres du Sénat !

*
* *

C'est de l'initiative prise en 1907 par M. Hanrez au Sénat que se sont inspirés les auteurs du projet soumis aujourd'hui à la Chambre des représentants.

Ils estiment de leur devoir de signaler également ici l'étude hautement intéressante publiée en 1911 à Bruxelles par M. Lucien Anspach, sous le titre :

Il nous faut la Représentation proportionnelle vraie.

NOUS VIVONS. ÉCRIT M. Lucien Anspach, DEPUIS DIX-HUIT ANS SOUS LE RÉGIME D'UNE CONSTITUTION INCONSTITUTIONNELLE, D'UNE CONSTITUTION QUI SE VIOLE ELLE-MÊME, ET DONT L'ARTICLE 53 NOUVEAU. DANS LA PARTIE RELATIVE A L'ÉLECTION DES SÉNATEURS PROVINCIAUX, DOIT ÊTRE RÉPUTÉE INEXISTANTE, COMME RENDANT ILLUSOIRE L'EXERCICE DE LA PRÉROGATIVE ROYALE PRÉVUE PAR L'ARTICLE 71.

La condamnation est cinglante, et il nous faudrait cependant y souscrire sans réserve, s'il était vrai que les Chambres de Revision constitutionnelle de 1892-93 eussent voté le nouvel article 53 avec le sens que prétendait lui donner l'observation personnelle inscrite par M. Descamps dans son rapport du 2 août 1893.

Oui, si les Chambres avaient fait cela, si elles avaient sanctionné, par leur vote, les vues personnelles de M. Descamps ; si elles en avaient fait une loi pour le Roi et pour le pays, eh ! oui, alors il serait vrai de dire que le nouvel article 53 de la Constitution de 1893 aurait violé l'article 71 de la Constitution de 1831 !

Oui, il serait vrai de dire que l'article 53 aurait rendu illusoire le droit de dissoudre les Chambres, que les constituants de 1831 ont conféré au Chef de l'État pour en faire usage chaque fois qu'il serait nécessaire de faire appel au jugement de la souveraineté nationale !

Et il faudrait ajouter que le même article 55 aurait violé également la prescription constitutionnelle de l'article 55, plus ancienne, et qui, n'ayant pas été soumise à revision, était intangible, même pour des Chambres de Revision; article 55 aux termes duquel, EN CAS DE DISSOLUTION, LE SÉNAT EST RENOUVELÉ INTÉGRALEMENT.

Que serait, en effet, une DISSOLUTION INTÉGRALE qui soustrairait vingt-six sénateurs, le quart du Sénat, au jugement du Suffrage universel, le véritable électeur, l'électeur du premier degré, l'électeur suprême, celui qui, seul, incarne la souveraineté nationale?

A défaut de renouvellement des conseils provinciaux, la réélection des sénateurs provinciaux n'apparaîtrait plus, dans cette prétendue dissolution intégrale, que comme une comédie, dérisoire aussi, d'où ne pourrait résulter la moindre modification de la représentation sénatoriale des partis dont le conflit a provoqué la dissolution!

Tous LES POUVOIRS ÉMANENT DE LA NATION, dit l'article 25 de la Constitution de 1851.

Déclaration lapidaire, noble entre toutes, et qui résume nos droits les plus chers et nos libertés les plus précieuses!

Que resterait-il de cette solennelle affirmation de la Souveraineté nationale, s'il était vrai que les Chambres de Revision constitutionnelle eussent imposé au pays vingt-six sénateurs, déclarés intangibles pour le corps électoral et cela, précisément aux jours graves des dissolutions du Parlement?

Ne faudrait-il pas alors proclamer, avec M. Lucien Anspach, que la Revision de 1892-1893 a violé la Constitution de 1851, alors que sa mission n'était que d'en remplacer les pierres vermoulues?

*
* *

Nous vivons depuis dix-huit ans sous une CONSTITUTION INCONSTITUTIONNELLE, a écrit M. Lucien Anspach. L'expression paraît osée. Elle n'est que spirituellement pittoresque, et elle serait tout à fait méritée, si le rêve de M. Descamps ne lui était pas resté exclusivement personnel.

Heureusement, le rêve de M. Descamps ne s'est emparé ni de la Chambre, ni du Sénat et aucun vote de ces assemblées n'a inscrit dans la Constitution revisée cette monstruosité constitutionnelle qui aurait consisté à dire qu'en cas de dissolution du Sénat, les nouveaux sénateurs provinciaux seraient valablement élus par les conseils provinciaux, sans que ceux-ci eux-mêmes eussent d'abord été réélus par le Suffrage universel!

Ni la Chambre, ni le Sénat n'ont voté cela!

Ces assemblées ne pouvaient pas même songer à pareil vote. Il eut excédé leurs pouvoirs!

Car elles n'étaient pas instituées pour donner au pays une Constitution nouvelle.

La Constitution de 1851 subsistait. Et elle était intangible. Car ces Chambres n'avaient pas, comme le Congrès National, la plénitude du Pouvoir Constituant.

Elles n'étaient *constituantes* que pour les articles frappés par les décrets de revision en suite desquels le corps électoral les avait élues. Et elles ne pouvaient, en remplaçant les pierres déclarées vermoulues de l'édifice, apporter aucune modification aux règles établies par les autres articles de la Constitution, par ceux qui n'étaient pas soumis à revision.

Ces Assemblées ont, il est vrai, dans le langage courant, été qualifiées de *constituantes*, et elles étaient, en effet, *constituantes* dans la limite des articles soumis à revision, mais, elle ne l'étaient que dans cette limite seulement.

C'étaient, en réalité, non des *constituantes*, mais, plus modestement, de simples Chambres de Revision constitutionnelle.

Est-ce l'emploi d'un qualificatif un peu ambitieusement inexact, qui a égaré certains esprits? Il est permis de le supposer, quand on voit un membre du Sénat, M. Georges Vereruyse, rapporteur de la Commission de l'intérieur, dire, en 1908, dans la discussion du projet de loi de M. Hanrez et pour défendre la thèse de M. Descamps :

Vainement l'on objecte que la Constitution de 1893 se serait écartée de la manière de voir de la Constituante de 1831 ; ELLE EN AVAIT LE DROIT.

Ainsi donc, greffant une nouvelle erreur sur celle du rapporteur de la Revision de 1893, le rapporteur sénatorial de 1908 affirmait que le droit des Chambres de Revision de 1893 avait pu aller jusqu'à corriger les articles de la Constitution de 1831 qui n'étaient pas soumis à revision!

M. Georges Vereruyse sentait bien cependant combien risquée était son affirmation, car il s'empressait d'ajouter :

Au surplus, les articles 55 et 71 de la Constitution, où il est question de la dissolution du Sénat, ne sont nullement en contradiction avec l'interprétation que je viens d'indiquer.

Et pour donner quelque apparence de soutien à cet essai désespéré de justification subsidiaire, qu'invoquait-il?

Un vote du Sénat de la Révision de 1893?

Nullement!

Il ne citait aucun vote.

Il semble même avoir oublié, à ce moment, que, lors de la dissolution des Chambres qui, en 1894, avait suivi la Revision, les Conseils provinciaux avaient été dissous *en même temps que le Sénat*, en vertu d'une loi du 29 juin 1894, votée par les Chambres de Revision elles-mêmes.

Et son seul argument, c'est que, six ans plus tard, lors de la dissolution de 1900, les Conseils provinciaux n'avaient pas été dissous!

Or, c'était précisément cette dissolution de 1900, faite en méconnaissance des articles 55 et 71 de la Constitution, qui avait rendu nécessaire la proposition de M. Hanrez, dont M. Georges Vereruyse était le rapporteur. De sorte que c'était le fait même qui avait constitué la méconnaissance des articles 55 et 71 de la Constitution qui était invoqué pour la justifier!

M. Georges Vereruyse invoquait encore l'article 224 du Code électoral. Et il se trouve que cet article, qui ordonne la convocation des conseils provinciaux pour l'élection des sénateurs *dans les 40 jours de la dissolution*, est précisément emprunté à la loi électorale du 29 juin 1894 qui ordonne

que, dans le même délai, les électeurs du Suffrage universel devront avoir été convoqués pour élire les conseillers provinciaux !

L'article 224 ne prouve donc rien ou il prouve contre la thèse de M. Vercruysse ! Enfin, M. Vercruysse en est réduit à prétendre que l'élection des sénateurs provinciaux n'est pas une élection à deux degrés ! Et il invoque, à l'appui de son opinion, un discours prononcé par M. Emile Dupont au Sénat, en 1893, sur la revision de l'article 53 !

M. Emile Dupont lui répond en protestant contre l'invocation faite de ses paroles ! C'était un comble ! M. Emile Dupont était l'un des signataires du projet de loi de M. Hanrez !

Et d'ailleurs, si l'élection des sénateurs provinciaux n'est pas une *élection à deux degrés*, que peut-elle bien être ?

Ainsi, toute la démonstration tentée en 1908 par M. Vercruysse, pour établir que, quinze ans auparavant, en 1893, le Sénat aurait adopté la thèse de M. Descamps, venait à s'écrouler.

Nous en avons fini avec les erreurs vraiment inconcevables obstinément affirmées en 1908 pour justifier la thèse, constitutionnellement insoutenable, qu'en cas de dissolution du Sénat, il suffirait de faire élire les nouveaux sénateurs par les conseils provinciaux sans que ceux-ci eux-mêmes dussent être réélus.

*
* *

En résumé, l'observation personnelle introduite par M. Descamps dans son rapport sénatorial du 2 août 1893, est dénuée de toute valeur légale. Les phrases d'un rapport ne sont d'ailleurs pas des textes de loi. Sans doute, elles peuvent servir à interpréter un texte dont le sens est douteux. Mais il faut au moins qu'il y ait un texte à interpréter.

Dans le cas actuel, il n'y en a aucun. Et il ne pouvait y en avoir aucun qui réglât le droit de dissolution, parce que ce droit était établi par l'article 71, non soumis à revision, et auquel les Chambres ne pouvaient toucher, ni pour en étendre les termes, ni pour les restreindre, ni pour le modifier ou même l'interpréter en quelque manière que ce fût.

L'interprétation que suggérait M. Descamps était d'autant plus étrange que, dans son premier rapport, celui de mai 1893, il avait proposé la constitution non d'une partie, mais de la totalité des sénateurs par voie d'élection à deux degrés.

Il s'agissait de faire élire le Sénat tout entier par les conseils provinciaux, les sénateurs, les députés et les délégués des communes. C'était le système d'élection du Sénat français.

Et le texte de la proposition adoptée par la Commission sénatoriale au nom de laquelle M. Descamps faisait rapport au Sénat, contenait littéralement la disposition suivante :

Le corps électoral du second degré est nommé pour huit ans, SAUF EN CAS DE DISSOLUTION DU SÉNAT.

C'est qu'on n'avait pas oublié l'article 71 et l'article 55 de la Constitution

et qu'on entendait les respecter. En cas de dissolution du Sénat, tous les électeurs du second degré, voyaient briser le mandat qu'ils avaient reçu antérieurement. Ils devaient recevoir une nouvelle investiture du Suffrage universel avant de pouvoir élire les nouveaux sénateurs provinciaux.

M. Descamps lui-même avait donc reconnu qu'aux termes des articles 55 et 71 de la Constitution, la dissolution des conseils provinciaux résultait nécessairement du décret royal de dissolution du Sénat. Comment cette nécessité aurait-elle disparu par le fait que l'élection à deux degrés n'aurait finalement été adoptée que pour le quart des membres du Sénat ?

La disposition offrait des inconvénients et des complications qui furent signalées à la Chambre pour faire rejeter l'élection totale du Sénat par le système des deux degrés ; M. Descamps a, sans doute, cru faciliter l'adoption partielle de ce système pour 26 sénateurs en disant que les conseils provinciaux ne devraient pas être dissous ; mais ni cette opinion personnelle, ni même l'adoption qu'en auraient pu faire les Chambres — mais qu'elles n'ont pas faite — n'auraient pu modifier la conséquence nécessaire de toute élection à deux degrés, totale ou partielle — à savoir qu'en cas de dissolution du Sénat, les électeurs du premier degré, le suffrage universel devaient aussi être consultés.

Ajoutons que ce qu'a dit M. Descamps, dans son rapport, personne ne l'avait dit à la Chambre des Représentants. Or, c'était la Chambre qui avait pris l'initiative du nouvel article 55 et qui l'avait voté la première, avant le Sénat. Comment l'opinion d'un rapporteur du Sénat aurait-elle pu donner une interprétation de cet article, inconnue au moment du vote de la Chambre et qui, cependant, aurait acquis vis-à-vis d'elle force d'interprétation obligatoire de ses résolutions.

Nous avons vu d'ailleurs que, pas plus au Sénat qu'à la Chambre, cette interprétation n'avait reçu la sanction de l'assemblée. Le seul sénateur qui ait discuté le système de M. Descamps, l'honorable M. Steurs n'a pris la parole que pour le repousser avec la dernière énergie et pour dire, comme conclusion d'un excellent discours, nourri d'arguments et demeuré sans réfutation :

SI L'ON NE DISSOUT POINT LES CONSEILS PROVINCIAUX, LE DROIT DE DISSOUDRE LE SÉNAT DEVIENT EN QUELQUE SORTE ILLUSOIRE.

C'était l'évidence même !

C'est au respect des articles 55 et 71 de la Constitution que l'honorable sénateur rappelait ainsi le rapporteur de l'article 55.

Et personne ne s'est levé au Sénat pour répondre à M. Steurs !

Le Sénat de 1895 paraît, d'ailleurs, n'avoir guère attaché son attention à la question soulevée par M. Descamps. Sans doute, la plupart de ses membres ont-ils jugé ne pas devoir s'y arrêter. Elle ne pouvait constitutionnellement comporter aucune suite. Elle laissait donc l'assemblée indifférente.

Et lorsque, quinze ans plus tard, dans la discussion du projet de loi de M. Hanrez, qui eut lieu le 29 avril 1908, l'on débattit le point de savoir ce que le Sénat de 1895 avait entendu faire du système de M. Descamps, l'hono-

nable M. Emile De Mot, sénateur de Bruxelles, ne put s'empêcher de manifester un peu d'impatience et lança cette interruption :

LA VÉRITÉ, C'EST QU'ON N'Y A PAS SONGÉ !

Notre rapport peut se terminer sur ce mot.

* * *

Nous concluons qu'il est indispensable que le Roi qui a autorisé le Gouvernement à faire connaître au Parlement et au pays sa résolution de dissoudre les Chambres, ne soit pas exposé à voir planer le moindre doute sur l'étendue des droits constitutionnels qui lui sont conférés par les articles 55 et 71 de la Constitution.

Il appartient aux Chambres de dissiper les incertitudes que l'on a fait naître à ce sujet et d'adopter des dispositions législatives qui établissent clairement que la dissolution du Sénat entraîne la dissolution des Conseils provinciaux.

Le projet de loi que nous soumettons à la Chambre s'inspire du respect dû à la Constitution, aux droits du chef de l'État et à la Souveraineté nationale.

Nous aurons l'honneur de compléter ce projet de loi en proposant à la Chambre de décider que les députations permanentes en fonctions continueront à les exercer jusqu'au moment de la constitution des nouveaux Conseils provinciaux.

EMILE FERON.



PROPOSITION DE LOI

sur la dissolution des Conseils
provinciaux.

ARTICLE PREMIER.

En cas de dissolution du Sénat,
les Conseils provinciaux sont dissous
de plein droit.

ART. 2.

Les électeurs provinciaux sont
convoqués pour élire les nouveaux
Conseils dans le délai nécessaire
pour que ceux-ci procèdent à l'élec-
tion des sénateurs provinciaux dans
les quarante jours de l'acte de dis-
solution du Sénat.

WETSVOORSTEL

betreffende de ontbinding van de
Provinciale Raden.

EERSTE ARTIKEL.

Ingeval van ontbinding van den
Senaat, zijn de Provinciale Raden
van rechtswege ontbonden.

ART. 2.

De provinciale kiezers worden,
tot het verkiezen van de nieuwe
Raden, bijeengeroepen binnen den
termijn die noodig is opdat deze
raden kunnen overgaan, binnen
veertig dagen na de akte van ontbin-
ding van den Senaat, tot de benoe-
ming van de provinciale Senatoren.

Emile FERON.

Paul JANSON.

Ferd. FLECHET.

Fg. MASSON.

Vict. VANDEWALLE.

G. LORAND.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 MAART 1912.

Voorstel van wet betreffende de ontbinding der Provinciale Raden.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het erg verschil van zienswijze dat aangaande de politiek der Regeering is gebleken, heeft den Koning tot ontbinding der Kamers doen besluiten; Daar het Ministerie, in tijd en wijle, gemachtigd werd dit besluit aan het land bekend te maken verscheidene maanden vroeger dan het in uitvoering scheen gelegd te moeten worden, bekommerde men zich algemeen om de vereischte maatregelen ter verzekering van de vrije en volledige uiting van 's lands wil.

Belangrijke ontwerpen zijn bij de Kamer aanhangig; zij hebben ten doel: inzonderheid, het getal volksvertegenwoordigers en senatoren in verhouding te brengen met de vermeerdering der bevolking bij de tienjaarlijksche volkstelling vastgesteld; een datum vast te stellen voor de verkiezing, waarbij, zooveel mogelijk, rekening wordt gehouden met de noodwendigheden van talrijke arbeiders; ten spoedigste die onvolmaakheden onzer kieswetten te verbeteren, welke nog vóór de aanstaande verkiezing kunnen verbeterd worden. Ingevolge deze laatste opmerking, hebben wij een wetsontwerp ingediend, waarbij tot op 25 jaren wordt gebracht de 50jarige leeftijd welke thans wordt vereischt om kiezer voor Senaat en Provincie te zijn.

Dit ontwerp heeft meer bijzonder ten doel, artikelen 25, 55 en 71 der Grondwet te doen eerbiedigen, en, van den eenen kant, het recht van het Hoofd van den Staat tot ontbinding der Kamers, van den anderen kant, het recht van het land om in de volheid zijner soevereiniteit de burgers te kiezen aan wie het de leiding van 's lands politiek opdragen wil, ongeschonden te bewaren.

*
* *

Het geldt hier te weten of 's Konings besluit tot ontbinding ontkracht en verlamd zal zijn wat betreft de senatoren, door de provinciale raden verkozen.

Die aanmatiging werd immers vooruitgezet.

Over al de andere kandidaten zal, althans, het groot kiezerskorps van het algemeen stemrecht uitspraak doen.

Alléén de senatoren, door de provinciale raden verkozen, zouden aan zijn nazicht ontsnappen. Want deze provinciale raden zouden niet ontbonden worden en de raadsleden, die vóór vier jaren werden verkozen, zouden, evenals de andere, deelnemen aan de stemming tot het aanduiden der nieuwe provinciale senatoren!

Nu, de ontbinding heeft ten doel het land te raadplegen over den huidige politieken toestand. Ten einde aan de bestaande bevolking toe te laten hare huidige stem uit te brengen, hare huidige meening uit te drukken, komt de Koning tusschenbeide! En verkozenen van vóór vier jaren zouden het antwoord geven!

Dat is in strijd met de rede en het gezond verstand!

Vóór vier jaren, bestond er geen schoolontwerp de Broqueville, ja zelfs geen ontwerp Schollaert; en toen ook had men nog niet gezien, dat de liberale en socialistische oppositie verplicht was, tegen de groote meerderheid der clericale parlementaire meerderheid in, op zich te nemen eene eerste proef van rechtvaardigheid voor het volk in de samenstelling van het leger alsmede eene eerste poging tot verbetering van 's lands verdediging tegen vijandelijken inval!

Op hoeveel andere punten is de clericale politiek niet erger geworden; tot verbazing der openbare meening! Hoe vaak is reeds de sluier weggevallen!

De hedendaagsche menschen dienen ondervraagd over hunne heden-daagsche en niet over hunne of anderer vroeger meening.

Bezwaarlijk kan men begrijpen dat het tegendeel kan worden uitgedacht!

Wellicht kan het ook verwondering baren dat wij, om een ontwerp dat door het gezond verstand voldoende wordt gestaafd, te billijken, verplicht zijn onze wapens zelfs in de Grondwet te gaan zoeken!

Grof geschut, zal men zeggen, voor zulk gering onderwerp van twist!

Om ons te rechtvaardigen, zal het voldoende wezen te herinneren aan de feiten of liever deze te doen kennen, want zij zijn weinig of slecht gekend, en de overgroote meerderheid onze medeburgers vermoeden er zelfs niets van.

*
* * *

Ziehier de feiten :

Het mandaat van provinciaal senator werd tot stand gebracht tijdens de Grondwetsherziening van 1893. Vroeger leverde de ontbinding der Kamers geene moeilijkheid op.

Men gaf gevolg aan de voorschriften van artikel 71 der Grondwet, luidende als volgt :

De Koning heeft het recht de Kamers te ontbinden, hetzij beide te gelijk, hetzij ieder afzonderlijk. De akte van ontbinding sluit in zich het bijeenroepen der kiezers binnen veertig dagen, en der Kamers binnen twee maanden.

Insgelijks gaf men gevolg aan artikel 55 der Grondwet :

De senatoren worden voor acht jaren verkozen ; zij worden bij de helft om de vier jaren herkozen volgens de reeksorde bij de kieswet bepaald.

IN GEVAL VAN ONTBINDING, WORDT DE SENAAT GANSCH HERNIEUWD.

De volksvertegenwoordigers en de senatoren, AL DE SENATOREN waren, bij de ontbinding der Kamers, aan verkiezing onderworpen. Het stelsel was klaar en zoo eenvoudig dat het geene tegenspraak duldde.

Ook rees er geene tegenspraak op !

Doch, toen kwam de Grondwetsherziening.

Artikel 55 der Grondwet van 1831 luidde :

De senatoren worden in verhouding tot de bevolking van elke provincie gekozen door de burgers, die de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers kiezen.

De herziening van 1893 deed deze bepaling luiden als volgt :

Artikel 53. De Senaat is samengesteld :

1^o Uit leden gekozen in verhouding tot de bevolking van elke provincie, overeenkomstig artikel 47; niettemin mag de wet eischen dat de kiezers den leeftijd van volle 30 jaren bereiken. De bepalingen van artikel 48 zijn van toepassing op de verkiezing dezer senatoren ;

2^o Uit leden, gekozen door de provinciale raden, ten getale van twee per provincie, met minder dan 500,000 inwoners, ten getale van drie per provincie, met 500,000 tot 1 millioen inwoners, en ten getale van vier per provincie, met meer dan een millioen inwoners.

Geene enkele moeilijkheid rees op tijdens de eerste kiezing der provinciale senatoren, die in 1894 volgde op de ontbinding der Kamers, welke in 1892-1893 de Grondwet hadden herzien.

De provinciale raden, door de wet van 29 Juni 1894 ontbonden verklaard, werden, onder het stelsel van het algemeen stemrecht, opnieuw in hun ambt bevestigd en zij hadden regelmatig 26 provinciale senatoren verkozen.

Zooals certijds waren de artikelen 71 en 55 der Grondwet toegepast geworden.

Doch, in 1900, tijdens de ontbinding die volgde op de aanneming van de Evenredige Vertegenwoordiging voor de algemeene verkiezingen, stelde men zich tevreden de provinciale senatoren te doen kiezen of herkiezen door de provinciale raden, die zelf aan herkiezing niet waren onderworpen geweest, terwijl de senatoren, verkiesbaar wegens hunne belasting, door het volk moesten worden herkozen.

Ditmaal waren de artikelen 71 en 55 der Grondwet overtreden geworden.

Het kiezerskorps was wel opgeroepen geweest binnen de veertig dagen om over te gaan tot het verkiezen der krachtens de wet (art. 47 en 55 der Grondwet) rechtstreeks te benoemen senatoren, doch de kiezers waren hoe genaamd niet opgeroepen geweest tot de onrechtstreeksche verkiezing, tot de verkiezing in twee graden, ingevoerd door paragraaf 2 van het nieuw artikel 55 der Grondwet.

En alléén de provinciale raadsleden, de kiezers in tweeden graad, waren opgeroepen geweest om hunne provinciale senatoren te verkiezen.

De kiezers in eersten graad waren dus niet geraadpleegd geworden.

En nochtans was de bevoegdheid om voor de senatoren te kiezen, welke zij vier jaren te voren aan hunne gevolmachtigden, de provinciale raadsleden, hadden opgedragen, ingetrokken door het koninklijk besluit van ontbinding evenals ingetrokken was de macht, die zij rechtstreeks aan de cijnsbetalende senatoren hadden toevertrouwd. Niets bleef er van over, en de Regeering, noch zelfs eene wet, konden deze bevoegdheid weer in 't leven roepen. De macht der provinciale senatoren, onder deze omstandigheden gekozen, was nietig uit den aard zelf van hun ontstaan, uit mangel aan bevoegdheid van degenen die hun deze macht hadden opgedragen.

*
* * *

Hoe was deze nietigheid toen niet aan allen klaar gebleken?

Dit moet worden toegeschreven aan eene onregelmatigheid in het verslag door den achtbaren heer Descamps in den Senaat uitgebracht, den 2ⁿ Augustus 1893.

Over artikel 53 der Grondwet waren achtereenvolgens twee verslagen uitgebracht vanwege de herzieningscommissie van den Senaat.

Het eerste verslag werd in den Senaat aangeboden door den heer Descamps, in Mei 1893. Het was zonder gevolg gebleven. En de voorstellen, erin vervat, werden nooit door den Senaat besproken, om reden dat zij door de Kamer der Volksvertegenwoordigers, waar zij eerst waren ingediend, afgewezen werden den 22ⁿ Juni 1893, met 94 stemmen tegen 39 en 2 onthoudingen. De Senaat meende niet te moeten overgaan tot het onderzoek.

Het tweede verslag, op 2 Augustus 1893 uitgebracht, ging insgelijks uit van den achtbaren heer Descamps en bevatte den tekst van het nieuw artikel 53 der Grondwet, dat eerst door de Kamer was aangenomen.

Naar aanleiding van dezen tekst en van de vermelding dat hij door de Commissie was goedgekeurd, had de verslaggever de volgende opmerking gemaakt :

Het is verstaan dat, bij ontbinding van den Senaat, de Senatoren, door de provinciale Raden gekozen, aan herkiezing onderworpen zijn, doch dat de Raden zelf niet moeten ontbonden worden.

Deze opmerking was eenvoudig eene persoonlijke meening van den verslaggever. Zij werd niet onderworpen aan eene stemming van de Commissie; deze heeft enkel gestemd *over den tekst van artikel 53* dat zij aangenomen heeft met 10 stemmen tegen 6 en één onthouding.

De persoonlijke opmerking van den heer Descamps werd eveneens niet in den Senaat in stemming gebracht.

*
* * *

Hoe zou men dus kunnen staande houden dat deze opmerking een wetsartikel, ja, een *Grondwetsartikel* is geworden?

Dit werd niettemin later op 29 April 1908, in den Senaat bevestigd tot

bestrijding van het wetsvoorstel, den 12^e November 1907, door den achtbaren senator van Brussel, den heer Prosper Hanrez voorgesteld en dat, benevens zijne handteekening, ook die droeg van den betreurden ondervoorzitter van den Senaat, den heer Emile Dupont en van de heeren Armand Fléchet. Sam Wiener en Emile Delannoy. Het ontwerp streefde er naar om, bij geval van ontbinding van den Senaat, insgelijks de provinciale raden te ontbinden.

De heeren Prosper Hanrez en medeleden waren getroffen geweest door de verbeurdverklaring der rechten van het kiezerskorps, verbeurdverklaring die voortsproot uit de bewering als zou het aan het kiezerskorps juist in den gewichtigsten politieken toestand, ingeval van ontbinding der Kamers, niet toegelaten zijn de provinciale raadsleden, kiezers in den tweeden graad, 't is te zeggen zijne gevolmachtigden te kiezen! Zij namen niet aan dat de gevolmachtigden, vier jaren te voren gekozen, geroepen werden om het vierde deel der leden van den Senaat te benoemen zonder zelfs in betrekking te worden gesteld met het kiezerskorps, met deze kiezers in eersten graad, de ware kiezers, degenen die door de nieuwe provinciale Senatoren in den Senaat moesten vertegenwoordigd worden.

De stellers van het ontwerp verdedigden het echter vruchteloos.

Vruchteloos ook voegden de heeren Van de Walle en Emile De Mot aan hunne bewijsvoering afdoende redenen toe ten bate van het wetsontwerp. Dit werd slechts bestreden door den verslaggever, den heer Georges Ver-cruysse, en door den vroegeren verslaggever der herziening, den heer Descamps, toen Minister van Wetenschappen en Kunsten geworden. De heer Minister van Binnenlandsche Zaken nam geen deel aan het debat.

Het wetsontwerp van den heer Hanrez werd echter verworpen door 42 stemmen tegen 30.

De Senatoren die het hadden verworpen vertegenwoordigden zelfs niet de helft der leden van den Senaat!

* * *

Het ontwerp, dat thans aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers wordt onderworpen, gaat uit van de gedachten door den heer Hanrez in 1907 in den Senaat vooruitgezet.

De stellers meenen dat het hun plicht is insgelijks te wijzen op de hoogst belangwekkende studie, in 1914 door den heer Lucien Anspach te Brussel uitgegeven, onder den titel :

Il nous faut la Représentation proportionnelle vraie.

SEDERT ACHTTIEN JAREN, ZOO SCHRIJFT DE HEER LUCIEN ANSPACH, LEVEN WIJ ONDER HET REGIEM EENER ONGRONDWETTIGE GRONDWET, ONDER EENE GRONDWET DIE IN TEGENSpraak IS MET ZICHZEELF, WAARVAN HET NIEUW ARTIKEL 55, IN HET GEDeelTE BETREFFENDE DE VERKIEZING DER PROVINCIALE SENATOREN, MOET WORDEN BESCHOUWD ALS NIET BESTAANDE, EN WAARDIJ ALLE BETEKENIS WORDT ONTNOMEN AAN HET KONINKLIJK VOORRECHT, VOORZIEN BIJ ARTIKEL 71.

Dat was een striemende veroordeeling, en niettemin zouden wij ze, zonder voorbehoud, moeten goedkeuren, zoo het waar was dat de Kamers, die

in 1892-1893 de Grondwet hebben herzien, het nieuw artikel 53 hadden gestemd in den zin dien de heer Descamps in zijn verslag van 2 Augustus 1893, door middel eener persoonlijke opmerking beweerde daaraan toe te kennen.

Ja, zoo de Kamers dat hadden gedaan, zoo zij, door hare stemming, de persoonlijke inzichten van den heer Descamps hadden bekrachtigd; zoo zij deze inzichten tot wet hadden gemaakt voor den Koning en voor het land, dan, ja! zou men in der waarheid mogen zeggen, dat het nieuw artikel 53 der Grondwet van 1893 in strijd was met artikel 71 der Grondwet van 1831!

Ja, dan zou men in der waarheid mogen zeggen, dat artikel 53 alle betekenis had ontnomen aan het recht om de Kamers te ontbinden, recht dat de Grondwetgevers van 1831 toegekend hebben aan het Hoofd van den Staat, om er gebruik van te maken telkens als hij noodig zou achten beroep te doen op het oordeel van 's Lands souvereiniteit!

En men zou er moeten aan toevoegen dat hetzelfde artikel 53 insgelijks inbreuk zou hebben gemaakt op de oudere grondwettige bepaling van artikel 53, dat niet aan herziening onderworpen zijnde, onaantastbaar was, zelfs voor Kamers die de herziening maakten, en waarbij wordt bepaald dat *in geval van ontbinding, de Senaat heclegansch wordt hernieuwd.*

En zou het inderdaad *eene algeheele hernieuwing* mogen heeten, zoo het vierde deel van den Senaat, zes-en-twintig senatoren, worden onttrokken aan het oordeel van het Algemeen Stemrecht, dat is de wezenlijke kiezer, de kiezer in eersten graad, de opperste kiezer, hij die alleen 's Lands souvereiniteit verpersoonlijkt?

Zoo de Provinciale Raden niet worden hernieuwd, dan zou de verkiezing der provinciale senatoren, in deze zoogezegde algeheele ontbinding, nog slechts eene bespottelijke klucht wezen, waaruit niet de minste wijziging in de senatoriale vertegenwoordiging zou kunnen voortspruiten voor de partijen, welker verdeeldheid aanleiding gaf tot de ontbinding!

ALLE MACHT KOMT UIT HET VOLK, zoo luidt artikel 25 der Grondwet van 1831.

Bondige verklaring, edel nochtans zooals niet eene, en die onze dierbaarste rechten en onze kostbaarste vrijheden in zich besluit.

Wat zou er overblijven van deze plechtige verklaring van 's Volks Souvereiniteit, zoo het waar was dat de Kamers die de Grondwet hebben herzien, aan het land hebben opgedrongen 26 senatoren die onaantastbaar zijn verklaard tegenover het kiezerskorps en wel in de gewichtige omstandigheden der ontbinding van het Parlement?

Zou men dan met den heer Lucien Anspach niet moeten zeggen, dat, bij de herziening van 1892-1893, de Grondwet van 1831 werd geschonden, terwijl men slechts verouderde bepalingen moest vervangen?

*
* *

Sedert achttien jaren leven wij onder eene ONGRONDWETTIGE GRONDWET, schreef de heer Lucien Anspach. Die uitdrukking schijnt gewaagd. Zij

is slechts typisch geestig, en zou volkomen de waarheid uitdrukken, zoo de droom van den heer Descamps niet uitsluitend een hem persoonlijke droom was gebleven.

Gelukkiglijk vond de hersenschim van den heer Descamps geen ingang in de Kamer, noch in den Senaat en geen van beide vergaderingen heeft, bij het herzien der Grondwet, er deze tegenstrijdigheid ingeschreven, waarbij zou worden bepaald dat, in geval van ontbinding van den Senaat, de nieuwe provinciale senatoren door de provinciale raden op geldige wijze zouden worden verkozen, zonder dat dezen zelf eerst door het Algemeen stemrecht verkozen zijn geweest !

Kamer noch Senaat hebben dat gestemd !

Deze vergaderingen konden zelfs aan dergelijke stemming niet denken. Dat ging hunne bevoegdheid te buiten.

Want zij waren niet ingesteld om aan het land eene nieuwe Grondwet te bezorgen.

De Grondwet van 1831 bleef bestaan. Zij was onaanastbaar. Want deze Kamers hadden niet, zooals het Nationaal Congres, de volle macht eene Grondwet te geven.

Zij waren slechts *grondwetgevende* Kamers voor de artikelen door de decreten tot herziening aangeduid en naar aanleiding van de welke het kiezerskorps ze had verkozen. Zij mochten de verouderde bepalingen vervangen, doch geene enkele wijziging brengen in de schikkingen van de andere artikelen der Grondwet, die niet aan herziening waren onderworpen.

Wel is waar gingen deze vergaderingen door als *grondwetgevend*, en inderdaad waren zij *grondwetgevend* binnen de perken der aan herziening onderworpen artikelen, doch slechts binnen deze perken.

In der waarheid waren het geene *grondwetgevende* Kamers, doch eenvoudig Kamers tot herziening der Grondwet.

Heeft deze ietwat hoogdravende en onjuiste benaming sommige geesten in dwaling gebracht? Men mag het onderstellen, wanneer men weet dat een lid van den Senaat, de heer Georges Vercruyse, verslaggever van de Commissie van binnenlandsche zaken, in 1908, tijdens de behandeling van het wetsontwerp van den heer Hanrez en om de stelling van den heer Descamps te verdedigen, zegde :

Vruchteloos oppert men als tegenwerping dat de Grondwet van 1893 zou afgraven zij van de zienswijze der grondwetgevende Kamers van 1831;
DAARTOE HAD ZIJ HET RECHT.

Aldus eene nieuwe dwaling toevoegende aan die des verslaggevers over de herziening van 1893, bevestigde de senatoriale verslaggever van 1908 dat de Kamers, die in 1893 de Grondwet hebben herzien, zelfs bevoegd geweest waren de artikelen der Grondwet van 1831 die niet aan herziening waren onderworpen, te wijzigen !

De heer Georges Vercruyse gevoelde niettemin hoe gewaagd zijne bewering was, want hij voegde er aanstonds aan toe :

Overigens zijn de artikelen 55 en 71 der Grondwet, waar er sprake is van

de ontbinding van den Senaat, geenszins in strijd met de uitlegging, die ik ervan geef.

En waarop beroept hij zich om deze wanhopige poging tot billijking van zijn gezegde wat te staven?

Op eene stemming van den Senaat, die in 1893 de herziening maakte?

Geenszins!

Geen enkele stemming vermeldde hij.

Op dat oogenblik scheen hij zelfs te hebben vergeten dat, tijdens de ontbinding der Kamers, die in 1894 op de Herziening was gevolgd, de provinciale raden *terzelfdertijd als de Senaat* waren ontbonden geweest, krachtens eene wet van 29 Juni 1894 gestemd door de Kamers zelf die de Herziening maakten.

Zijne eenige beweegreden berust op het feit dat, zes jaar later, tijdens de ontbinding van 1900, de provinciale raden niet waren ontbonden geweest!

Nu, juist uit hoofde dezer ontbinding van 1900, waarbij de artikelen 53 en 71 der Grondwet werden overtreden, was het voorstel van den heer Hanrez, waarover de heer Georges Vercruysse de verslaggever was, noodzakelijk geworden. Dus het feit, dat inbreuk had gemaakt op de artikelen 53 en 71 der Grondwet, werd ingeroepen om deze overtreding te billijken!

De heer Georges Vercruysse beriep zich insgelijks op het artikel 224 van het Kieswetboek. Nu, dit artikel, waarbij wordt bepaald dat de provinciale raden tot verkiezing der senatoren moeten worden bijeengeroepen *binnen 40 dagen na de ontbinding*, is juist ontleend aan de kieswet van 29 Juni 1894, waarbij wordt gezegd dat binnen denzelfden termijn de kiezers van het Algemeen Stemrecht moeten worden bijeengeroepen om over te gaan tot de verkiezing der provinciale raadsleden!

Het artikel 224 is dus geen bewijs, ofwel is het een bewijs tegen de stelling van den heer Vercruysse! Eindelijk is de heer Vercruysse er toe gebracht, te beweren dat de verkiezing der provinciale senatoren niet in twee graden geschiedt. Tot staving zijner bewering beroept hij zich op eene redevoering over de herziening van artikel 53 door den heer Emile Dupont in 1893, in den Senaat uitgesproken.

De heer Emile Dupont protesteerde, in zijn antwoord, tegen het gebruik dat men van zijne woorden maakte! Dat deed de maat overloopen! Immers, de heer Dupont was een der onderteekenaars van het wetsontwerp des heeren Hanrez!

Zoo, trouwens, de verkiezing der provinciale senatoren geene verkiezing *in twee graden* is, hoe zal men ze dan heeten?

Aldus viel gansch de bewijisvoering waardoor in 1908 de heer Vercruysse wilde vaststellen dat, vijftien jaren te voren, in 1893, de Senaat de stelling van den heer Descamps zou hebben aangenomen.

Het is uitgemaakt met de recht onbegrijpelijke dwalingen, die met hardnekkigheid in 1908 werden uitgedrukt om de volgens de Grondwet onverdedigbare stelling te bewijzen, volgens welke, ingeval van ontbinding van den Senaat, het zou volstaan de nieuwe senatoren door de provinciale

raden te doen herkiezen zonder dat dezen zelf aan herkiezing onderworpen zijn.

*
* *

Kortom, de persoonlijke opmerking van den heer Descamps in zijn senatoriaal verslag van 2 Augustus 1893, is van alle wettelijke waarde ontbloot. De zinnen van een verslag zijn trouwens geen wetsteksten. Gewis kan een verslag dienen om den twijfelachtigen zin van een tekst op te helderen. Doch dan moet men ten minste een tekst om op te helderen hebben.

In dit geval bestaat er geen. En een tekst om het recht van ontbinding te regelen, kon niet bestaan, vermits dit recht was bepaald bij artikel 71 dat niet aan herziening was onderworpen en waar de Kamers niet mochten aan raken, noch om de beteekenis uit te breiden, noch om deze te beperken, noch om den tekst te wijzigen, of uit te leggen op welke wijze ook.

De verklaring, door den heer Descamps geopperd, was des te meer zonderling, daar hij in zijn eerste verslag — dat van Mei 1895 — voorgesteld had, den Senaat, niet gedeeltelijk doch in zijn geheel, saam te stellen bij verkiezing in twee graden.

Er was sprake al de senatoren te doen kiezen door de provinciale raden, de senatoren, de volksvertegenwoordigers en de afgevaardigden der gemeenten. Zóó wordt de Fransche Senaat gekozen.

En het voorstel, aangenomen door de senatoriale Commissie, namens dewelke de heer Descamps in den Senaat verslag uitbracht, bevatte letterlijk de volgende bepaling :

Het kiezerskorps van den tweeden graad wordt benoemd voor acht jaren,
UITGEZONDERD HET GEVAL VAN ONTBINDING VAN DEN SENAAAT.

Men wilde immers artikel 71 evenals artikel 55 der Grondwet eerbiedigen. Al de kiezers van den tweeden graad zagen, in geval van ontbinding van den Senaat, de opdracht, welke hun vroeger was toevertrouwd, vernietigd. Zij moesten bij Algemeen Stemrecht worden herkozen alvorens zij konden overgaan tot het kiezen van nieuwe provinciale senatoren.

De heer Descamps had dus zelf erkend dat, naar luid der artikelen 55 en 71 der Grondwet, de ontbinding der provinciale raden werd geëischt krachtens het koninklijk besluit tot ontbinding van den Senaat. Hoe zou deze noodzakelijkheid verdwenen zijn door het feit dat de verkiezing in twee graden ten slotte slechts voor het vierde deel der senatoren zou aangenomen zijn?

De bepaling gaf aanleiding tot ingewikkeldheid en bezwaren, die aan de Kamer werden overgemaakt met het doel, de algeheele samenstelling van den Senaat door middel van het stelsel der twee graden, te doen verwerpen; ongetwijfeld dacht de heer Descamps de gedeeltelijke goedkeuring van dit stelsel voor 27 senatoren te vergemakkelijken, toen hij zegde dat de provinciale raden niet moesten worden ontbonden; doch, noch deze persoonlijke opvatting, noch zelfs de goedkeuring welke de Kamers er konden aan hechten — hetgeen zij echter niet deden — konden wijziging brengen in het onvermijdelijk gevolg van iedere geheele of gedeeltelijke verkiezing in

twee graden — namelijk dat, in geval van ontbinding van den Senaat, de kiezers in den eersten graad, die van het Algemeen stemrecht moesten worden geraadpleegd.

Wij voegen er aan toe dat de meening, door den heer Descamps in zijn verslag uitgebracht, door geen enkel Kamerlid was geopperd. Nu van de Kamer, was het nieuw artikel 53 uitgegaan, en eerst door de Kamer, voor het in den Senaat kwam, gestemd. Hoe kon de meening van een verslaggever van den Senaat eene verklaring geven van dit artikel, verklaring die bij de stemming der Kamer niet was gekend en niettemin tegenover deze kracht zou hebben om de beteekenis harer beslissingen uit te leggen.

Wij hebben trouwens gezien dat deze uitlegging, zoo min in den Senaat als in de Kamer, door de vergadering werd bekrachtigd. De eenige senator, die het stelsel van den heer Descamps heeft besproken, was de achtbare heer Steurs; en wel om het met alle kracht te bestrijden in eene uitmuntende redevoering, gestaafd door bewijzen en onweerlegd gebleven. Zijn besluit luidde :

WORDEN DE PROVINCIALE RADEN NIET ONTBONDEN, DAN HEEFT HET RECHT TOT ONTBINDING VAN DEN SENAAAT EENIGERWIJS GEENE BETEKENIS.

Dat was zoo klaar als de dag!

Daardoor riep de achtbare senator den verslaggever van artikel 53 terug tot het inacht nemen der artikelen 53 en 71 der Grondwet.

En niemand in den Senaat heeft den heer Steurs te woord gestaan!

Het schijnt overigens dat de Senaat, in 1893, geenszins zijne aandacht heeft gevestigd op het vraagstuk, door den heer Descamps opgeworpen. Ongetwijfeld waren meest al de leden van oordeel dat men er niet moest blijven bij stilstaan. Voor de Grondwet kon het geen gevolg meebrengen. De vergadering bleef er dus onverschillig aan.

Toen men, vijftien jaren nadien, tijdens de behandeling van het wetsontwerp Hanrez — 29 April 1908 — de vraag opperde, welke de zienswijze van den Senaat in 1893 was geweest, aangaande het stelsel door den heer Descamps vooruitgezet, kon de achtbare heer Emiel De Mot, senator voor Brussel, niet nalaten wat ongeduld te laten blijken en hij riep uit :

WAARHEID IS DAT MEN ER NIET AAN GEDACHT HEEFT!

Daarop mag ons verslag sluiten.

* * *

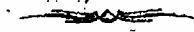
Wij besluiten dat het onontbeerlijk is dat op den Koning, die de Regeering heeft toegelaten aan het Parlement en aan het land zijn besluit van ontbinding der Kamers te laten kennen, niet de minste twijfel kunne rusten betreffende de grondwettelijke rechten, die hem krachtens de artikelen 53 en 71 der Grondwet zijn toegekend.

De Kamers moeten den twijfel, dien men daarover heeft doen ontstaan, oplossen en overgaan tot wetsbepalingen waarin duidelijk wordt vastgesteld, dat de ontbinding van den Senaat ook de ontbinding der provinciale Raden medebrengt.

Het wetsontwerp, dat wij aan de Kamer onderwerpen, gaat uit van den eerbied voor de Grondwet, voor de rechten van het hoofd van den Staat en van de souvereiniteit des volks.

Wij zullen de eer hebben dit wetsontwerp aan te vullen, wanneer wij aan de Kamer zullen vragen te beslissen, dat de in dienst zijnde bestendige deputatiën zouden voortgaan dit ambt te vervullen tot op het oogenblik dat de nieuwe provinciale Raden samengesteld zijn.

EMILE FÉRON.



PROPOSITION DE LOI
sur la dissolution des Conseils
provinciaux.

ARTICLE PREMIER.

En cas de dissolution du Sénat,
les Conseils provinciaux sont dissous
de plein droit.

ART. 2.

Les électeurs provinciaux sont
convoqués pour élire les nouveaux
Conseils dans le délai nécessaire
pour que ceux-ci procèdent à l'élec-
tion des sénateurs provinciaux dans
les quarante jours de l'acte de dis-
solution du Sénat.

WETSVOORSTEL

betreffende de ontbinding van de
Provinciale Raden.

EERSTE ARTIKEL

Ingeval van ontbinding van den
Senaat, zijn de Provinciale Raden
van rechtswege ontbonden.

ART. 2.

De provinciale kiezers worden,
tot het verkiezen van de nieuwe
Raden, bijeengeroepen binnen den
termijn die noodig is opdat deze
raden kunnen overgaan, binnen
veertig dagen na de akte van ontbin-
ding van den Senaat, tot de benoe-
ming van de provinciale Senatoren.

Emile FERON.

Paul JANSON.

Ferd. FLECHET.

Fg. MASSON.

Vict. VANDEWALLE.

G. LORAND.
